

MEMDUH KARAKULLUKÇU

Membre fondateur du conseil exécutif du Global Relations Forum, partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consulting

Fareed Yasseen, ambassadeur d'Irak aux États-Unis

Enfin, nous accueillons Memduh Karakullukçu, président fondateur du Global Relations Forum et partenaire fondateur de Kanunum, président de Kroton Consultancy et fondateur d'une université, ainsi que diplômé des sections 6 et 14 du MIT.

Memduh Karakullukçu

Merci beaucoup, Monsieur l'Ambassadeur. Permettez-moi de commencer comme tout le monde par remercier les organisateurs et Thierry de Montbrial d'avoir vraiment persévéré dans la tenue de cette conférence et d'avoir fait en sorte qu'elle puisse avoir lieu. C'est un remerciement très personnel parce que cela me manquait vraiment d'être entouré d'amis et d'en rencontrer de nouveaux, d'avoir des échanges lors de dîners, donc c'est formidable. Merci du fond du cœur. Je vous suis très reconnaissant pour cette initiative.

En voyant le programme, j'ai été ravi de voir que le Moyen-Orient avait été prévu pour le troisième jour. Bien que l'accent soit largement mis sur le Moyen-Orient, il reste programmé pour le troisième jour. Pour moi, cela signifie que les crises du Moyen-Orient, la nature urgente des problèmes du Moyen-Orient ont été repoussées et que le monde a de plus gros chats à fouetter à l'heure actuelle. C'est toujours bon signe, et j'étais ravi de ce choix. Habituellement, lorsque nous parlons du Moyen-Orient, moi y compris, nous commençons et finissons sur une note négative. Je me souviens que ma dernière présentation pré-Covid qui a eu lieu à Singapour portait sur le Moyen-Orient et je parlais de la façon dont le miracle économique asiatique n'était pas transposable au Moyen-Orient, que le Moyen-Orient se trouvait dans une impasse et qu'une réussite telle que celle de l'Asie n'aurait aucune chance d'arriver ici. Il y a toujours cette morosité et cette analyse pessimiste qui planent. Après l'expérience du Covid, je me suis dit que je n'avais vraiment pas envie de commencer par un message alarmiste. J'ai décidé d'avoir un œil neuf et j'ai scruté les gros titres sur le Moyen-Orient au cours des 12 derniers mois et j'ai beaucoup lu, uniquement les coupures de presse. Je pense que les choses sont en train de changer. Si l'on regarde plus en détail, la situation de la Libye s'est nettement améliorée et avec un peu de chance, des élections pourront se tenir dans le pays. L'État islamique et le terrorisme extrémiste qui lui est associé semblent être sous contrôle. Les Accords d'Abraham revêtent une importance historique. La rencontre saoudo-iranienne en cours à Bagdad est d'une importance capitale. Le renforcement au sein du Conseil de coopération du Golfe est encourageant, ainsi que l'ouverture du dialogue entre les gouvernements turc, émirati et égyptien. On vient d'entendre le ministre Fahmy dire que les choses allaient très lentement, néanmoins le dialogue est ouvert. Si on combine tous ces

éléments, on peut penser que les choses prennent un nouveau tournant. Soit c'est mon désir post-Covid (bien qu'il soit toujours présent mais espérons que c'en soit bientôt la fin) de voir émerger quelque chose de positif, soit quelque chose d'important est réellement en train de se produire. Ensuite, je suis tombé sur l'article de Vitaly Naumkin sur la possibilité d'une troisième renaissance pour la région, et j'ai été davantage conforté dans ma position, alors peut-être qu'il se passe réellement quelque chose.

L'analyse classique que je fais de la région s'apparente plus ou moins à un casse-tête insoluble. Toute la région ne repose malheureusement que sur des failles séculaires et des dissensions ethniques, communautaires et religieuses qui sont présentes à tous les niveaux : infranational, national, sous-régional, régional, continental ; le territoire n'est que division communautaire et ethnique. Je n'entrerai pas dans les détails mais, lorsque je pars de ce postulat, j'en conclus inéluctablement que ces divisions ouvrent la voie à l'assise d'une politique des puissances extérieures dans la région. Les acteurs extérieurs peuvent facilement jouer sur plusieurs tableaux en s'appuyant sur ces dissensions en fonction de leurs intérêts, et la stabilité dans la région devient alors très précaire.

Au niveau national, cela favorise les politiques et les gouvernements sectaires et entraîne une capture de l'État qui à son tour produit des gouvernements inefficaces. Lorsque vous ajoutez de l'ingérence extérieure à des gouvernements inefficaces, les capitaux internationaux ne se sentent pas assez sereins pour affluer dans la région, ce qui freine largement le progrès économique. Vous vous retrouvez donc avec une économie, une politique intérieure et une politique internationale qui créent un cercle vicieux et une région enracinée dans un déséquilibre. Ce casse-tête est si épineux et arborescent qu'il faut nécessairement solutionner toutes les problématiques dans ces trois domaines de façon simultanée. Il s'agit d'un problème non linéaire et complexe, et nous ne sommes pas sûrs de pouvoir le prendre par un seul bout, de remonter tout le long en prenant des mesures progressives et d'arriver enfin à l'autre bout par le solutionner et à garantir ainsi l'amélioration de la situation de la région. Bien sûr, il s'agit là d'une analyse très décourageante, frustrante et pessimiste. En plus de cela, à cause de tous les griefs revendiqués par les populations, il y avait, et il y a probablement toujours, une certaine impatience du public à l'égard des solutions politiques. Vous avez donc un casse-tête en main pour lequel vous devez résoudre trois problématiques, voire peut-être plus, simultanément, et vous avez en plus la pression du public. Le problème semble en effet inextricable mais encore une fois, à partir des données des 12 derniers mois, les choses semblent changer.

J'ai donc pris du recul et j'ai essayé de remanier mon modèle pour trouver une autre façon de repenser l'ensemble du système. Ce que je pense, ou du moins ce que je vais tenter de vérifier au cours des prochains mois, c'est que ce fameux casse-tête a été exposé à des chocs systémiques. Nous l'avons secoué dans tous les sens et les pièces ont changé de place et se sont réorganisées de différentes manières. Cela ne signifie pas nécessairement qu'après cette réorganisation nous pouvons le résoudre facilement de manière linéaire, mais sa nature peut avoir changé. Il a changé. Parmi ces chocs, on trouve évidemment le Covid, que tout le monde a vécu, il s'agit donc d'un choc systémique généralisé. Ensuite, il y a les épreuves tragiques que la région a subi cette dernière décennie et qui conditionnent les attentes et les peurs des populations. Pour être précis, nous avons tous en tête l'histoire, le souvenir et les tragédies en cours de la Libye, de la Syrie et du Yémen. Ensuite, il y a

l'anxiété systémique relative à la crise climatique qui nous touche tous. Ce sont toutes des perturbations systémiques du système et de nos modèles mentaux. Je pense que ces chocs peuvent probablement avoir un effet positif sur les dynamiques à la fois interne et externe. Dans ces sociétés, nous privilégions tous les arguments gagnant-gagnant aux conditions où un seul parti ressort gagnant. En interne, je pense que ce que nous allons désormais observer, et que nous observons déjà, c'est que beaucoup de ces chocs ont mis en lumière non pas les avantages du gagnant-gagnant mais les coûts du perdant-perdant. Lorsque vous constatez qu'à défaut d'une structure de gouvernance efficace, vous vous retrouvez avec un scénario tragique dans lequel tout le monde est perdant, il vous apparaît alors clairement qu'à l'inverse, il faut travailler efficacement ensemble pour atteindre un modèle où tout le monde y gagne. De manière assez perverse, je pense que ces chocs spectaculaires ont permis de faire prendre conscience de la possibilité d'une voie profitable à tous dans l'ensemble de la région. Ensuite, je pense que le vent a tourné. L'impatience des populations apparaît moins pressante. Les gens ont l'air d'être plus tolérants envers des gouvernements bienveillants, et je pense que, heureusement, il y a eu un déclic pour certains gouvernements de la région. Aux Émirats arabes unis, nos hôtes nous ont confirmé que leur pays essayait de gérer de manière très efficace la crise du Covid.

Je vais passer très vite sur les problèmes externes. Quand je regarde l'ingérence extérieure et les possibilités de changements dans cette dynamique, je pense que la rivalité des grandes puissances dans la région se poursuivra, mais qu'elle sera relativement dérisoire et à faible coût en raison des problèmes budgétaires et de l'endettement élevé de ces grandes puissances. Elles sont largement préoccupées par leurs propres problèmes intérieurs, et n'ont de ce fait que peu de moyens à allouer à une ingérence énergique dans la région. Je pense que c'est important de le souligner. La compétition technologique et la crise climatique mondiale deviennent également de plus en plus importantes dans l'agenda des grandes puissances. Ainsi, le Moyen-Orient passe au second plan dans la rivalité des grandes puissances et son caractère prioritaire est revu à la baisse. On parle de la fin des combustibles fossiles, qui encore une fois, pourrait avoir un effet positif sur l'affaiblissement de l'ingérence extérieure mais je ne pense pas que l'approvisionnement en combustibles fossiles reculera si vite que cela et que cette région pourra en fournir au reste du monde pendant encore quelques décennies. Cependant, je pense que les grandes puissances se rendront compte que la compétition technologique, le contrôle des fournitures de puces électroniques et l'équipement de précision pour ces puces sont des moyens beaucoup plus efficaces et minutieux de déjouer les plans de leurs rivaux et de les maîtriser, que d'utiliser la carte énergétique du Moyen-Orient qui déstabilise l'ensemble du système énergétique mondial. Je ne pense donc pas que nous assisterons à une instabilité à grande échelle d'origine énergétique régir les grandes puissances. Ensuite, bien sûr, le terrorisme issu de la région semble s'atténuer, du moins pour le moment, ce qui ralentit un peu plus les envies d'ingérence extérieure. Je pense que tous ces effets atténuent les aspirations des grandes puissances et laissent penser que nous entrons dans une période où l'ingérence extérieure risque d'être la plus faible jamais connue dans l'histoire de leurs rivalités.

On note tout de même des exceptions et des points à surveiller comme les États-Unis, où je pense que la question iranienne que M. Eizenstat nous a présentée reste une plaie ouverte qui risque de déstabiliser l'ensemble de la région. Je pense que la Russie est devenue un acteur de la région et je suis d'accord avec M. Vitaly Naumkin quand il dit qu'elle recherche la

stabilité, mais je pense qu'il y a toujours le risque d'établir un lien entre le problème ukrainien et le Moyen-Orient. Nous avons déjà vécu cela et j'espère que cela ne se reproduira pas. M. Rudd nous a en outre indiqué que la Chine essaie activement de modifier l'équilibre mondial, et si elle s'appuie sur cette région dans le cadre de cette stratégie, le phénomène serait à surveiller. Je pense que globalement l'Union européenne n'est pas un acteur très actif, mais que les États-nations le sont. Nous voyons que ces derniers temps la France et M. Macron sont actifs dans la région, ce qui peut apparaître de bonne augure. Tant que les États-nations européens restent des puissances de conciliation, je pense que leur rôle sera utile. Cependant, beaucoup de considérations sont à prendre en compte, il faut donc l'exercer avec prudence.

Enfin, quelques mots sur la Turquie. Je ne suis pas diplomate, mais j'ai passé une grande partie des confinements dus au Covid avec deux anciens sous-secrétaires à explorer en profondeur la philosophie de la politique étrangère turque traditionnelle. Lorsque la nation a été créée en 1923, il s'agissait évidemment d'une période de construction de la nation, et, d'un point de vue stratégique, le pays avait clairement besoin d'être en paix avec ses voisins et plus généralement avec le reste du monde pour pouvoir se concentrer sur ses réformes internes. L'idée d'associer, sur le plan stratégique, la paix à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du pays, est une règle fondamentale enracinée dans la philosophie de la République depuis son avènement. Ce principe fondamental a été posé par les fondateurs, dont Atatürk lui-même, et habilement mis en œuvre par le ministère des Affaires étrangères. L'efficacité de cette philosophie repose sur le fait de ne pas s'immiscer dans les affaires des autres nations, de se tenir à égale distance des conflits et des affaires du Moyen-Orient, ce qui est au cœur de la politique étrangère de la République, et de ne pas donner de conseils non sollicités. Ce sont là quelques-uns des principes fondamentaux de la politique étrangère turque. Beaucoup d'entre vous pensent probablement que la politique étrangère turque est devenue plus militante depuis ces dernières années. En Turquie, nous discutons du fait que deux dynamiques nous impliquent dans la région. L'une est le terrorisme exercé par le PKK/YPG qui est évidemment un sujet très sensible pour nous, et la seconde est le problème des réfugiés. Ces deux problèmes soulèvent la question de savoir s'ils auraient pu être traités au cours des 10 dernières années grâce à l'approche traditionnelle impartiale et équidistante de la région ou si une exception, une aberration dans notre politique était inévitable. Cette discussion est toujours en cours. Je n'en connais pas la réponse. Je suppose que nous réévaluerons la question plus sereinement et de façon rétrospective dans quelques décennies. Je pense que l'essentiel est qu'il est dans l'intérêt de la Turquie, de la région et du monde, que la Turquie se tienne à égale distance des conflits du Moyen-Orient. À cette fin, nous devons tous rechercher et trouver rapidement des solutions aux problèmes des réfugiés et du terrorisme du PKK/YPG provenant de la région. Une fois ces deux problèmes résolus, je pense que la Turquie reviendra à sa politique étrangère traditionnelle qui consiste à occuper une position neutre dans la région et à concourir à l'avenir prometteur de cette dernière.

Sur ce, permettez-moi de conclure en répétant que je suis convaincu que les choses sont peut-être en train de changer dans la région. Je ne sais pas s'il s'agit d'un tournant décisif, mais je pense que c'est une possibilité. Nous sommes confrontés à un nouveau casse-tête. Des dialogues, des conférences comme celle-ci sont l'occasion pour nous de réfléchir à cette nouvelle configuration et, espérons-le, de rassembler tous les éléments permettant d'ouvrir la voie à la paix et à la prospérité régionales.

Fareed Yasseen

Merci, Memduh. Ce que vous avez évoqué à propos de l'avènement de la République turque résonne en fait beaucoup chez nous en Irak. Nous étions engagés dans ce combat existentiel et nous sommes désormais engagés dans un processus de reconstruction. Vous avez mis le doigt sur un point important concernant les tensions entre communautés. Si vous regardez le paysage politique en Irak, les tensions et les conflits ne se situent pas entre les communautés, mais ils se situent à l'intérieur des groupements politiques au sein des communautés. Ce que j'en retiens de vraiment intéressant, c'est qu'il est très possible, voire probable, que nous ayons des alliances transversales qui incarnent la politique telle qu'elle devrait être dans un cadre national. Sur ce point, je pense que nous sommes en fait assez optimistes à l'égard des élections auxquelles j'ai fait allusion au début de mon intervention.

Notre temps est écoulé. Merci beaucoup. Merci Professeur Naumkin, Stuart Eizenstat pour être resté si tard et merci pour vos interventions, merci pour votre hospitalité Monsieur le Ministre Almarar, et Thierry, merci d'avoir parfait cet événement exceptionnel et de l'avoir organisé.